

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1908.

Proposition de loi tendant à augmenter les traitements du personnel inférieur des divers Départements de l'État.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, de nombreux agents de l'État et notamment les agents du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes et les agents du service des Douanes ne cessent d'adresser au Parlement des requêtes tendantes à l'augmentation de leurs traitements et salaires.

La plupart des Membres de la Chambre, qui ont pris part à la discussion des budgets des chemins de fer et des finances, ont appuyé, sans distinction de parti, les réclamations du personnel et démontré que les traitements et salaires de ces agents étaient insuffisants étant donnée la cherté actuelle de la vie.

Les membres de l'opposition ont déposé des amendements en vue d'augmenter les crédits destinés à ce personnel, mais ces amendements ont été combattus par le Gouvernement et rejetés par la majorité.

Pour justifier un vote négatif, on a souvent prétendu que les modifications de traitements ne pouvaient se faire par simples amendements au budget.

Pour éviter cette critique, nous avons pensé qu'il était utile de présenter un projet de loi.

Ce projet de loi s'applique non seulement aux agents du Département des Chemins de fer et des Finances, mais à tous les agents de l'État — employés et ouvriers sans distinction — dont le traitement ne dépasse pas 3,000 francs.

Les traitements du personnel inférieur de l'État n'ont plus été augmentés depuis 1875 et, si des améliorations ont été apportées à la situation de certaines catégories d'agents, il est évident que les petits traitements ne sont plus en rapport avec le coût de la vie.

La nourriture, les vêtements, le chauffage, les loyers, tous les objets de première nécessité ont considérablement augmenté de prix depuis vingt ans; des économistes évaluent à 20 ou 25 %, l'augmentation du prix de la vie et, cependant, les traitements et salaires des agents de l'Etat ont été maintenus pour ainsi dire, au même taux.

D'après l'annuaire statistique du Département des Chemins de fer et Postes, le plus jeune facteur des postes de la 1^{re} catégorie, c'est-à-dire de la catégorie des facteurs attachés aux bureaux des plus grandes villes du pays qui jouissent du traitement de 1,500 francs, compte vingt-deux ans de service et la généralité de ces agents comptent vingt-cinq ans de service.

Les facteurs de la 2^e catégorie, c'est-à-dire des villes d'importance moyenne, comme Mons, n'arrivent au traitement de 1,400 francs qu'après vingt ans de service.

Les 3,000 préposés des douanes jouissent de traitements de 1,400 à 1,400 francs.

Après vingt-cinq ans d'irréprochables services, les préposés des douanes n'obtiennent qu'un traitement de 1,400 francs, les sous-brigadiers, après quinze ans de service, n'atteignent que le traitement de 1,500 francs.

Il faut reconnaître que de semblables traitements, étant données surtout les qualités qu'on exige de ces agents, sont réellement insuffisants.

Si nous prenions des exemples parmi les agents inférieurs des autres Départements, nous constaterions la même situation.

Pour y remédier, nous proposons d'augmenter de 10 % tous les traitements et salaires qui ne dépassent pas 1,500 francs et de 5 % les traitements et salaires, supérieurs à 1,500 francs qui ne dépassent pas 3,000 francs.

Notre proposition de loi ne fait que reproduire, dans son ensemble, les dispositions de la loi du 2 juillet 1875 qui a ouvert des crédits supplémentaires pour augmenter de 10 % les traitements des agents de l'Etat, inférieurs à 2,000 francs et de 5 % les traitements de 2,000 à 3,000 francs ⁽¹⁾.

Dans l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de la loi de 1875, le Gouvernement, par l'organe du Ministre des Finances, M. Jules Malou, s'exprimait de la manière suivante :

« L'utilité, l'opportunité de cette mesure ne semblent pas avoir besoin de démonstration. Il est notoire que depuis douze ans, c'est-à-dire depuis l'époque où les traitements

(1) Loi du 2 juillet 1875 :

« ARTICLE PREMIER. — Les crédits supplémentaires pour augmenter les traitements des employés inférieurs de l'Etat, n'excédant pas 3,000 francs, sont ouverts.

» ART. 2. — La répartition de ces crédits entre les différents services de chaque département aura lieu par arrêté royal qui déterminera en même temps les conditions et les bases de la répartition.

» Les allocations qui leur seront assignées seront rattachées aux articles qui les concernent des Budgets de l'exercice 1875.

» ART. 3. — Ces crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de 2,099,025 francs, seront couverts au moyen des ressources ordinaires de l'exercice 1875.

» ART. 5. — Les augmentations de traitement qui seront accordées en vertu des dispositions qui précèdent prendront cours à dater du 1^{er} janvier 1875. »

des agents de l'État ont été relevés d'une manière générale, les causes qui ont justifié ce relèvement n'ont pas cessé d'agir. Par suite du prix élevé de presque tous les objets les plus indispensables à l'existence, le traitement des petits employés est devenu réellement insuffisant.

- » Dans quelle mesure y a-t-il lieu d'augmenter les petits traitements?
- » Cette question a été examinée dans le rapport du 21 avril dernier. Conformément aux conclusions de ce rapport, le Gouvernement pense que l'on peut se borner pour le moment à élever de 10 % les traitements de 2,000 francs et au-dessous, et de 5 % ceux de 2,001 à 3,000 francs, inclusivement.
- » Ces quotités ne sont indiquées que comme des moyennes s'appliquant à la somme des traitements de l'une ou de l'autre de ces deux catégories
- » En s'arrêtant aux limites fixées dans le projet de loi, le Gouvernement ne méconnaît pas que d'autres employés ou fonctionnaires d'un rang plus élevé peuvent se trouver également dans des conditions moins favorables que celles que l'on a voulu leur assurer en fixant leur rémunération il y a douze ans.
- » Toute la nécessité actuelle de mesures ayant un caractère général ne paraît pas démontrée; des dispositions spéciales pourront toujours être proposées, s'il y a lieu. »

Ces motifs, qui étaient vrais en 1875, le sont encore devenus en 1908 : les objets les plus indispensables de l'existence ayant augmenté considérablement de prix depuis 1875, tandis que les traitements et salaires sont, en majeure partie, restés stationnaires.

Il est évident que la même situation est faite à la plupart des fonctionnaires de rang plus élevé et notamment aux magistrats et aux officiers; c'est ce que constatait déjà le rapport de la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi de 1875; son rapporteur, M. Nothomb, écrivait :

« Vos sections l'ont accueilli avec un grand empressement; toutes l'ont adopté; la plupart à l'unanimité; une seule s'est abstenue, moins, semble-t-il, pour ce qu'il propose que pour ce qu'il omet.

» La Section centrale s'est montrée également favorable et elle vous doit le résumé de ses délibérations.

» A vrai dire, une seule question, et d'une portée plus grande, a attiré spécialement notre attention et a donné lieu à une sérieuse discussion.

» Reprenant des opinions qui s'étaient manifestées dans vos sections, différents membres de la Section centrale, posant la question d'une manière générale, ont demandé pourquoi s'arrêtant à la limite de 5,000 francs, ce qu'on appelle les petits traitements, l'on ne dépasserait pas ce chiffre en étendant l'augmentation au traitement de tous ou de presque tous les fonctionnaires de l'État.

» Ces membres, partisans résolus d'une mesure ainsi généralisée, l'ont justifiée par les considérations suivantes : à tous les degrés des fonctions publiques, la rétribution est devenue insuffisante; s'il est vrai de dire, avec l'exposé des motifs — et cela est d'une vérité évidente — que les conditions économiques de la vie ont changé du tout au tout par le renchérissement incessant des choses de première nécessité, par le développement de la richesse publique, par les progrès continus de l'industrie, par l'abaissement de la valeur monétaire, par toutes les exigences, en un mot, de l'existence dans la société, telle qu'elle est, et telle qu'elle sera de plus en plus, si ces motifs, raisons d'être du projet de loi, sont fondés, et — personne ne le contestera — ils s'appliquent, avec une égale puissance, à tous les fonctionnaires publics. Il n'y a pas que ceux qui appartiennent à la hiérarchie inférieure, et dont le sort nous intéresse à si juste titre, qui souffrent d'une situation que la force des choses a créée; le fonctionnaire d'un rang plus élevé n'en

souffre pas moins, et peut-être davantage. Si son traitement est plus considérable, si sa situation semble meilleure, ce n'est qu'une apparence : la réalité est tout aussi précaire. Ce fonctionnaire-là, a des charges que le fonctionnaire d'un rang inférieur n'a pas; elles s'imposent à lui, il ne peut s'y soustraire. Nécessité d'un logement plus cher; de tenue, d'éducation pour ses enfants parfois d'une certaine représentation, de decorum, si l'on veut; obligation pour lui de faire de ces dépenses dont on a dit que, pour ressembler au superflu, elles ne sont cependant que le strict nécessaire.

- Misère dorée, mais toujours misère pour qui n'a pas de patrimoine.
- Ajoutez à cela que maint de ces fonctionnaires a dû dépenser un capital considérable pour acquérir le diplôme ou l'aptitude spéciale que la loi requiert chez lui. Vingt-cinq ans de sa vie, 25,000 francs de capital dépensés pour être magistrat, ingénieur, officier, administrateur, professeur, etc., et avoir une moyenne de 4,000 à 5,000 francs de traitement, c'est peu et ce n'est pas assez.

- Se plaçant ensuite à un autre point de vue, ces membres ont allégué que, s'il n'est que juste que l'État rétribue convenablement les hommes qui se dévouent exclusivement à son service, il est tout aussi sage et prévoyant de le faire. Pas plus que les particuliers, l'État ne peut se soustraire aux conséquences d'une situation économique donnée. On sait ce qu'elle est de nos jours : l'industrie, libre dans ses développements successifs et dans ses productions énormes, fait à ceux qu'elle emploie, qui la dirigent et la perfectionnent, des positions de plus en plus lucratives et de jour en jour plus brillantes; les chiffres sont là, ils ont par eux-mêmes une signification qui dispense d'y insister.

- Que l'on compare ce que l'industrie paye à ses agents, à ses chefs de service, à ses capacités, avec les modestes émoluments que l'État attribue aux siens, et l'on ne saurait se défendre de l'inquiétude de voir, peu à peu, les hommes capables abandonner le service public. Déjà cela se voit et plus d'un nom pourrait être cité. Cet appauvrissement intellectuel serait un véritable danger dont les suites, même comme pertes matérielles, ne tarderaient pas à se révéler; pour avoir voulu s'épargner quelque dépense, la chose publique subirait bientôt de réels dommages. Mal servi à la longue, pour avoir voulu l'être trop économiquement, l'État éprouverait le sort du propriétaire avare qui, croyant faire une bonne affaire en payant mal ses agents, se voit ruiné par un personnel incapable, quand il n'est pas infidèle!

- Suivant ces membres, l'État ne doit donc pas hésiter à relever le traitement de tous ses agents, proportion gardée de tout ce qui se pratique dans l'industrie et dans les carrières libres; il trouvera une ample compensation de la dépense, ou il évitera une perte, pour les services plus grands, plus féconds que lui rendront ses agents. »

Il eût été désirable de pouvoir améliorer la situation de l'ensemble du personnel, mais pour tenir compte des nécessités budgétaires, on doit se borner, pour le moment, à améliorer immédiatement le sort des plus petits qui, non seulement, n'ont pas de superflu, mais qui n'ont même pas le nécessaire; tel est le but de notre proposition de loi.

Des dispositions législatives ayant le même objectif ont été votées dans divers pays et notamment dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Dans ce dernier pays, les augmentations qui ont été appliquées à tous les traitements ont été calculées de la manière suivante : Majoration de 20 % sur le premier mille francs; 12 % sur le deuxième mille; 8 % sur le troisième mille et 5 % sur tout ce qui excède 3,000 francs.

C'est une augmentation générale bien supérieure à celle que nous proposons.

Nous prévoyons une dépense de 5 millions de francs — on dit que cette

somme sera insuffisante — ; à défaut de renseignements précis, que, seul, le Gouvernement peut réunir, nous avons estimé cette dépense à ce chiffre en nous basant sur le nombre d'agents, en service, qui a presque doublé depuis 1875, époque où le crédit voté était d'environ 2 millions de francs.

Au surplus, nous déclarons que le crédit n'est pas limitatif, les Chambres accorderont au Gouvernement le pouvoir de majorer les traitements et salaires dans les limites indiquées.

Où trouvera-t-on les ressources nécessaires ?

Nous pouvons répondre que c'est au Gouvernement qu'il appartient de fournir les ressources puisqu'il prétend que son budget se solde en excédent favorable.

Mais il existe une source où le Gouvernement peut puiser des sommes considérables, c'est dans la perception réelle de l'impôt sur les successions.

Point n'est besoin de majorer cet impôt : actuellement, un grand nombre de successions échappent à l'impôt, la fraude de l'impôt sur les successions est systématiquement organisée ; le fisc ne voit pas ou ferme complaisamment les yeux et des richesses considérables sont soustraites à un impôt juste et légitime.

S'il était régulièrement perçu, l'État y trouverait immédiatement la majeure partie des ressources nécessaires à l'augmentation des traitements de ses agents qui sont dignes de toute sa sollicitude.

MAURICE LEMONNIER.

Proposition de loi tendant à augmenter les traitements du personnel inférieur des divers Départements de l'État.

ARTICLE PREMIER.

Des crédits supplémentaires pour augmenter les traitements et salaires des employés inférieurs et des ouvriers de l'État à raison de 10 % pour les agents dont les traitements et salaires sont inférieurs à 1,500 francs et de 5 % pour les agents dont les traitements et salaires sont supérieurs à 1,500 francs et inférieurs à 3,000 francs sont ouverts aux divers Départements à concurrence de 5 millions de francs.

ART. 2.

Ces crédits ne sont pas limitatifs.

ART. 3.

La répartition de ces crédits entre les différents Départements et entre les différents services de chaque Département aura lieu par arrêté royal qui déterminera en même temps les conditions et bases de la répartition.

Les allocations qui leur seront assignées seront rattachées aux articles qui les concernent des Budgets de l'exercice 1908.

ART. 4.

Ces crédits supplémentaires seront couverts au moyen des ressources ordinaires de l'exercice 1908.

ART. 5.

Les augmentations de traitement et de salaire qui seront accordées en vertu des

Wetsvoorstel tot verhooging der jaarwedde van het lager personeel der verschillende Departementen.

ARTIKEL 1.

Bijkomende kredieten, bedragende vijf miljoen frank, worden ter beschikking van de verschillende Departementen gesteld tot verhooging van de jaarwedde en van het loon der lagere beampten en der werklieden van den Staat, op den voet van 10 t. h. voor de bedienden wier jaarwedde en loon niet 1,500 frank bereiken, en op den voet van 5 t. h. voor de bedienden wier jaarwedde en loon meer dan 1,500 frank en minder dan 3,000 frank bedragen.

ART. 2.

Deze kredieten zijn niet beperkt.

ART. 3.

De verdeeling van deze kredieten onder de verschillende Departementen en onder de verschillende diensten van elk Departement geschiedt bij koninklijk besluit, hetwelk tevens de voorwaarden en de grondslagen van verdeeling vaststelt.

De hun toegestane aandeelen worden in verband gebracht met de artikelen der Begrotingen voor het dienstjaar 1908 die op hen betrekking hebben.

ART. 4.

Deze bijkomende kredieten worden gedekt door de gewone geldmiddelen van het dienstjaar 1908.

ART. 5.

De uit kracht van de voorgaande bepalingen toegestane traktements- en loonsver-

dispositions qui précèdent prendront cours
à dater du 1^{er} janvier 1908.

hoogingen nemen een aanvang te rekenen
van 1 Januari 1908.

ART. 6.

La présente loi sera obligatoire le lende-
main de sa publication.

ART. 6.

Deze wet is verbindend den dag na hare
afkondiging.

PAUL JANSON.
MAURICE LEMONNIER.
A. MECHELYNCK.
FERD. FLÉCHET.
F. MASSON.
J. PERSOONS.



(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1908.

Wetsvoorstel tot verhooging der jaarwedden van het lager personeel
der verschillende Departementen van den Staat.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert jaren sturen talrijke Staatsbeambten, met name de beambten bij het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen en de Tolbeambten onophoudend het Parlement verzoekschriften toe om verhooging van wedde en loon te erlangen.

Het meerendeel der Kamerleden, die deelnamen aan de beraadslaging over de begrootingen van spoorwegen en van financiën, hebben, tot welke partij zij ook behooren, de klachten van het personeel ondersteund en bewezen dat de jaarwedde en het loon van deze beambten ontoereikend zijn, gezien de tegenwoordige duurte van de levensbenodigdheden.

De leden der minderheid hebben amendementen overgelegd om de voor dit personeel bestemde kredieten te verhoogen, doch die amendementen werden door de Regeering bestreden en door de meerderheid afgestemd.

Om de afstemming te billijken, werd dikwijls beweerd dat men geene jaarwedde kan wijzigen door eenvoudige amendementen op de begrooting.

Om deze tegenwerping uit den weg te ruimen, hebben wij het nuttig geoordeeld een ontwerp van wet over te leggen.

Dit ontwerp is niet alleen van toepassing op de agenten bij het Ministerie van Spoorwegen en bij dit van Financiën, maar op alle Staatsagenten — beambten en werklieden, zonder onderscheid — wier jaarwedde niet meer dan 3,000 frank bedraagt.

Sedert 1875 werden de jaarwedden van het lagere personeel van den Staat niet meer verhoogd, en, werd de toestand van sommige klassen van beambten verbeterd, voorzeker zijn de kleine bezoldigingen niet meer in verhouding tot de levensbehoeften.

Voeding, kleederen, brandstof, huurprijs, al de voorwerpen van allereerste noodzakelijkheid, stegen sedert twintig jaren merklijk in prijs; sommige huishoudkundigen ramen de verhooging van de levensbenoodigdheden op 20 tot 25 t. h. en toch bleef het bedrag van wedden en loonen van Staatsbeambten om zoo te zeggen onveranderd.

Volgens het statistisch jaarboek van het Ministerie van Spoorwegen en Posterijen, telt de jongste brievenbesteller van de 1^e klasse, dat is te zeggen van de brievenbestellers der kantoren van de grootste steden des lands, die eene jaarwedde van 1,500 frank trekken, twee en twintig jaren dienst en nagenoeg al deze agenten tellen er vijf en twintig.

De brievenbestellers van de 2^e klasse, dat is te zeggen van minder aanzienlijke steden, zooals Bergen, geraken eerst na twintig jaren dienst tot de jaarwedde van 1,400 frank.

De 3,000 tolbeambten genieten eene jaarwedde van 1,100 tot 1,400 frank.

Na vijf en twintig jaren onberispelijken dienst, trekken de tolbeambten slechts eene jaarwedde van 1,400 frank, en na vijftien jaren dienst bereiken de onderbrigadiers slechts de jaarwedde van 1,500 frank.

Men moet bekennen, dat dergelijke jaarwedden, vooral met het oog op de bekwaamheid die men bij deze beambten eischt, waarlijk ontoereikend zijn.

Moesten wij voorbeelden kiezen onder de lagere beambten der andere Departementen, wij zouden denzelfden toestand aantreffen.

Om zulks te verhelpen, stellen wij eene verhooging voor van 10 t. h. op al de jaarwedden en loonen die niet 1,500 frank te boven gaan en van 5 t. h. op die boven 1,500 frank en niet hooger dan 3,000 frank.

In ons voorstel worden, over 't algemeen, eenvoudig weergegeven de bepalingen der wet van 2 Juli 1875, waarbij aanvullende kredieten werden toegestaan om de jaarwedden van Staatsbeambten te verhoogen met 10 t. h. zoo zij minder bedroegen dan 2,000 frank, en met 5 t. h. zoo zij van 2,000 tot 3,000 frank bedroegen (1).

In de toelichting van het wetsontwerp van 1875, zegde, namens de Regeering, de heer Jules Malou, toenmalig Minister van Financiën :

« Het nut, de gepastheid van dezen maatregel schijnen geen betoog te vergen. 't Is algemeen bekend, dat sedert twaalf jaren, dat is sedert het tijdstip toen al de jaarwedden

(4) Wet van 2 Juli 1875 :

« ARTIKEL 1. — Tot verhooging der jaarwedden van de lagere beambten van den Staat, die niet 3,000 frank bedragen, worden bijkomende kredieten toegestaan.

» ART. 2. — De verdeeling van deze kredieten onder de verschillende diensten van elk Departement geschiedt bij koninklijk besluit, hetwelk tevens de voorwaarden en de grondslagen van verdeeling vaststelt.

» De hun toegestane aandeelen worden in verband gebracht met de artikelen der Begrotingen voor het dienstjaar 1875 die op hen betrekking hebben.

» ART. 5. — Deze bijkomende kredieten, die te zamen de som van 2,099,025 frank bedragen worden gedekt door de gewone geldmiddelen van het dienstjaar 1875.

» ART. 4. — De uit kracht van de voorgaande bepalingen toegestane traktements- en loonsverhoogingen nemen een aanvang te rekenen van 1 Januari 1875. »

van Staatsbeambten werden verhoogd, de oorzaken waarop deze verhooging was gesteund, bleven voortbestaan. Ten gevolge van de duurte van al de voor het leven meest onontbeerlijke voorwerpen, is de jaarwedde der mindere beambten waarlijk ontoereikend geworden.

» In welke mate dienen de kleine jaarwedden te worden verhoogd?

» Deze vraag werd onderzocht in het verslag van 21 April laatstleden. Ingevolge de besluiten van dit verslag, denkt de Regeering dat men zich vooralsnu kan houden bij eene verhooging van 10 t. h. voor de jaarwedden van 2,000 frank en daaronder, en van 5 t. h. voor die van 2,001 tot en met 3,000 frank.

» Deze cijfers worden enkel opgegeven als middelen, toepasselijk op de som der jaarwedden van de eene of andere van beide klassen.

» Al houdt de Regeering zich binnen de grenzen van het wetsontwerp, toch ontkent zij niet dat andere beambten of ambtenaren van een hooger rang insgelijks kunnen verkeeren in minder gunstige omstandigheden dan die welke men hun wilde verzekeren toen, twaalf jaren geleden, hunne bezoldiging werd vastgesteld.

» Daar de volstrekt dadelijke noodzakelijkheid van de nieuwe maatregelen van algemeen aard niet bewezen schijnt, kunnen er desnoods te allen tijde bijzondere bepalingen worden voorgesteld. »

Deze redenen, volkomen waar in 1875, zijn het eveneens in 1908 : de meeste levensbenodigdheden verhoogden sedert 1875 aanzienlijk in prijs, terwijl de wedden en loonen grootendeels onveranderd bleven.

Voorwaar verkeert het meerendeel der ambtenaren van een hooger rang en namelijk de magistraten en officieren in een dergelijken toestand, zooals blijkt uit het verslag der Middenafdeeling die was belast met het onderzoek van het wetsontwerp van 1875; haar verslaggever, de heer Nothomb, schreef het volgende :

» Uwe afdeelingen waren er zeer mede ingenomen; zij hebben het goedgekeurd, meerendeels eenparig; eene enkele onthield zich, naar het schijnt minder om wat het voorstelt dan om wat het ter zijde laat.

» De Middenafdeeling bejegende het even gunstig en acht het tot plicht u een kort verslag over hare beraadslagingen te doen.

» Een enkel vraagstuk, en wel van grooteren omvang, vestigde inzonderheid onze aandacht en gaf aanleiding tot eene ernstige beraadslaging.

» Aandringend op meeningen die waren uitgedrukt in uwe afdeelingen, hebben onderscheiden leden het vraagstuk op meer algemeene wijze gesteld en verlangden zij te weten waarom men zich bepaalde tot 3,000 frank, wat men de kleine jaarwedden heet, — waarom men dit cijfer niet te boven ging en de verhooging niet uitstrekke tot de jaarwedde van alle of bijna alle Staatsambtenaren.

» Deze leden, bepaald voorstanders van een aldus algemeen gemaakte maatregel, verdedigden hunne zienswijze als volgt : de bezoldiging der openbare ambten van allen graad is ontoereikend geworden; zooals in de memorie van toelichting wordt gezegd, is het eene klaarblijkende waarheid dat de levensvoorwaarden volkomen gewijzigd werden door de onafgebroken verhooging van den prijs der allereerste levensbehoeften, door den toenemenden openbaren rijkdom, door den gestadigen vooruitgang van de nijverheid, door de verlaging der waarde van het geld, kortom, door al de vereischten voor het bestaan in de samenleving zooals deze thans is en steeds meer worden zal. Indien deze redenen, waarop het ontwerp is gesteund, gegrond zijn, — wat niemand zal betwisten, — dan zijn zij in dezelfde mate van toepassing op alle openbare ambtenaren. Niet alleen zij die tot de lagere rangen behooren en in wier lot wij met zooveel reden belang stellen, lijden onder een toestand die door den drang der omstandigheden werd verwekt, — niet minder, wellicht

meer, lijdt daaronder de ambtenaar van meer verheven rang. Is zijne jaarwedde aanzienlijker, schijnt zijn toestand beter, dit is enkel schijn : in werkelijkheid is hij even netelig. Op den hooger en ambtenaar immers drukken lasten die de lagere niet kent; zij worden hem opgedrongen, hij kan ze niet vermijden. Eene duurdere huisvesting en kleeding, de opvoeding van zijne kinderen, soms zekere vereischten van stand en vertoon, verplichting tot uitgaven die wel overvloedig kunnen schijnen maar die evenwel tot het streng noodzakelijke behooren.

» Vergulde ellende, maar toch ellende voor al wie geen vermogen bezit.

» Voegt hierbij, dat vele van deze ambtenaren een aanzienlijk kapitaal moesten uitgeven om het diploma te verwerven van de bekwaamheid die de wet bij hen eischt. Vijf en twintig levensjaren, 25,000 frank kapitaal besteed om magistraat, ingenieur, officier, bestuurder, leeraar, enz., te worden, en gemiddeld 4,000 tot 5,000 frank jaarwedde, is weinig, is niet genoeg.

» Deze leden, zich vervolgens op een ander standpunt plaatsend, voerden aan, dat zoo het maar billijk is dat de Staat behoorlijke bezoldiging verschafft aan mannen die zich uitsluitend te zijnen dienste stellen, het even verstandig als vooruitziende is het te doen. De Staat kan zich evenmin als bijzondere personen onttrekken aan de gevolgen van een bepaalden economischen toestand. Men weet wat deze thans is : de nijverheid, vrij in hare toenemende ontwikkeling en hare overgrootte voortbrenging, geeft aan hen die zij bezigt, die haar besturen en volmaken, steeds meer winstgevende, schitterende plaatsen; de cijfers bestaan en hebben uit zich zelf eene beteekenis die ons ontslaat er nadruk op te leggen.

» Men vergelijke wat de nijverheid betaalt aan hare beambten, dienstoversten, aan hare bekwame mannen, met de geringe bezoldiging die de Staat verstrekt aan de zijne, dan wordt men bevangen door de vrees dat de bekwame mannen van lieverlede zullen afzien van den openbaren dienst. Dit gebeurt reeds en meer dan één naam kan aangehaald worden. Deze verstandelijke verarming zou een wezenlijk gevaar zijn, waarvan de gevolgen, zelfs als stoffelijk verlies, zich eerlang zouden doen gevoelen; door iets te willen uitsparen, zou het openbaar belang weldra wezenlijke schade ondervinden. De Staat, slecht gediend omdat hij het te zuinig wil, zou hetzelfde lot ondergaan als een vrekke grondeigenaar, die meenende goede zaken te doen wanneer hij zijne beambten slecht betaalt, ten onder wordt gebracht door een onbekwaam, zooniet ontrouw personeel !

» Volgens deze leden, mag de Staat dus niet dralen met de verhooging der jaarwedde van al zijne beambten, in verhouding tot alles wat geschiedt in de nijverheid en in de vrije beroepen; hij zal ruimschoots vergoeding voor de uitgave vinden of een verlies vermijden, door de grootere, meer vruchtbare diensten die zijne beambten hem zouden bewijzen. »

't Ware wenschelijk geweest den toestand van gansch het personeel te kunnen verbeteren, doch om rekening te houden met de begrootingsnoodwendigheden, moet men zich vooralsnog bepalen tot onmiddellijke verbetering van het lot der minderen, die niet alleen geen overschot hebben, maar zelfs niet het noodige; daartoe strekt ons wetvoorstel.

In verscheidene landen, met name het Groothertogdom Luxemburg, werden met hetzelfde doel wetsbepalingen genomen.

In laatstgemeld land werden de verhoogingen, toegepast op alle jaarwedden, berekend als volgt : Verhooging met 20 t. h. voor de eerste 4,000 frank; 12 t. h. voor de tweede duizend; 8 t. h. voor de derde duizend, en 5 t. h. voor alles wat boven 3,000 frank gaat.

Dit is eene algemeene verhooging veel grooter dan wat wij voorstellen.

Wij voorzien eene uitgave van 5 miljoen frank — men zegt dat deze som ontoereikend zal zijn —; bij gemis van nauwkeurige inlichtingen, die de Regeering alleen kan inwinnen, hebben wij deze uitgave op dat cijfer geraamd, steunende op het getal in dienst zijnde beampten, dat schier verdubbeld werd sedert 1873, toen er een krediet van meer dan 2 miljoen frank werd toegestaan.

Wij bepalen, ten andere, dat het krediet niet beperkt is: de Kamers zullen de Regeering machtigen om de jaarwedden en loonen te verhoogen binnen de aangegeven perken.

Waar zal men de noodige geldmiddelen vinden?

Wij mogen antwoorden dat de Regeering voor de middelen moet zorgen, vermits zij beweert dat hare begrooting een batig slot oplevert.

Doch er is eene bron waaruit de Regeering aanzienlijke sommen kan putten, en wel de wezenlijke helling van de belasting op de erfenissen.

Onnoodig deze belasting te verhoogen: thans ontsnappen talrijke erfenissen aan de belasting, omdat de ontduiking stelselmatig is ingericht; de fiscus ziet het niet of sluit welgevallig de oogen en aanzienlijke rijkdommen worden onttrokken aan eene billijke belasting.

Werd zij regelmatig betaald, de Staat zou daarin onmiddellijk het grootste deel vinden van de noodige geldmiddelen tot verhooging van de jaarwedden zijner beampten, die al zijne bezorgdheid verdienen.

MAURICE LEMONNIER.

Proposition de loi tendant à augmenter les traitements du personnel inférieur des divers Départements de l'État.

ARTICLE PREMIER.

Des crédits supplémentaires pour augmenter les traitements et salaires des employés inférieurs et des ouvriers de l'État à raison de 10 % pour les agents dont les traitements et salaires sont inférieurs à 1,500 francs et de 5 % pour les agents dont les traitements et salaires sont supérieurs à 1,500 francs et inférieurs à 3,000 francs sont ouverts aux divers Départements à concurrence de 5 millions de francs.

ART. 2.

Ces crédits ne sont pas limitatifs.

ART. 3.

La répartition de ces crédits entre les différents Départements et entre les différents services de chaque Département aura lieu par arrêté royal qui déterminera en même temps les conditions et bases de la répartition.

Les allocations qui leur seront assignées seront rattachées aux articles qui les concernent des Budgets de l'exercice 1908.

ART. 4.

Ces crédits supplémentaires seront couverts au moyen des ressources ordinaires de l'exercice 1908.

ART. 5.

Les augmentations de traitement et de salaire qui seront accordées en vertu des

Wetsvoorstel tot verhooging der jaarwedde van het lager personeel der verschillende Departementen.

ARTIKEL 1.

Bijkomende kredieten, bedragende vijf miljoen frank, worden ter beschikking van de verschillende Departementen gesteld tot verhooging van de jaarwedde en van het loon der lagere beambten en der werklieden van den Staat, op den voet van 10 t. h. voor de bedienden wier jaarwedde en loon niet 1,500 frank bereiken, en op den voet van 5 t. h. voor de bedienden wier jaarwedde en loon meer dan 1,500 frank en minder dan 3,000 frank bedragen.

ART. 2.

Deze kredieten zijn niet beperkt.

ART. 3.

De verdeling van deze kredieten onder de verschillende Departementen en onder de verschillende diensten van elk Departement geschiedt bij koninklijk besluit, hetwelk tevens de voorwaarden en de grondslagen van verdeling vaststelt.

De hun toegestane aandeelen worden in verband gebracht met de artikelen der Begrotingen voor het dienstjaar 1908 die op hen betrekking hebben.

ART. 4.

Deze bijkomende kredieten worden gedekt door de gewone geldmiddelen van het dienstjaar 1908.

ART. 5.

De uit kracht van de voorgaande bepalingen toegestane traktements- en loonsver-

dispositions qui précèdent prendront cours
à dater du 1^{er} janvier 1908.

ART. 6.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.

hoogingen nemen een aanvang te rekenen
van 1 Januari 1908.

ART. 6.

Deze wet is verbindend den dag na hare afkondiging.

PAUL JANSON.

MAURICE LEMONNIER.

A. MECHELYNCK.

FERD. FLÉCHET.

F. MASSON.

J. PERSOONS.

